

L'Italie s'engage à développer son potentiel énergétique

Melina Monjour

L'Italie dispose de vastes réserves pétrolières encore inexploitées. D'ici 2020, elle envisage de doubler sa production après l'adoption par le gouvernement Monti, en mars 2013, d'un nouveau plan énergétique national, suite à vingt ans d'inertie en matière de politique énergétique. Les oppositions locales sont à l'origine du déclin de la production italienne qui, si elle connaissait un rythme soutenu, permettrait de régler en partie le problème de la dépendance envers l'étranger. Le nouveau gouvernement Renzi entend centraliser le processus de gouvernance énergétique.

Jusqu'à présent, l'Italie est largement dépendante de ses importations d'hydrocarbures, à 91 % pour le gaz – qui vient majoritairement (70 %) de trois pays : Russie, Algérie et Libye – et à 93 % pour le pétrole. La production nationale d'hydrocarbures souffre d'une baisse de l'activité d'exploration depuis 1999 (7 000 mètres réalisés en 1946, 300 000 en 1983, 100 000 en 1999... et seulement 715 mètres pour l'exploration en 2011). Les 976 puits italiens en activité assurent à peine 7,4 % de la demande intérieure (14 % d'ici à 2020) alors que le pays possède les plus grandes réserves pétrolières *onshore* du continent européen après celles de la mer du Nord (Norvège et Royaume-Uni). En mars 2013, le gouvernement Monti a promulgué un nouveau plan énergétique, intitulé « Stratégie énergétique nationale » (SEN) et censé répondre aux problèmes structurels dont souffre depuis longtemps l'Italie.

La production nationale d'hydrocarbures souffre d'une baisse de l'activité d'exploration depuis 1999

L'Italie souhaite devenir une plaque tournante stratégique entre la Méditerranée et le reste de l'Europe. Elle pourrait aussi acquérir une position d'excellence dans les services à haute valeur ajoutée (stockage). Deux gazoducs arriveront sur son territoire d'ici 2020. Tout d'abord, le TAP (*Trans Adriatic Pipeline*) – financé entre autres par BP (20 %) et Total (10 %) – qui, en 2018, acheminera le gaz du champ de Shah Deniz II en Azerbaïdjan vers le sud de l'Italie (Pouilles), en passant par la Turquie, la Grèce et l'Albanie. Ce projet a finalement été préféré au gazoduc Nabucco-Ouest qui devait transiter par l'Europe centrale et empiéter sur les « protectorats russes ». En 2015, une artère du South Stream, d'une capacité de 63 milliards de m³ de gaz (Gazprom-ENI-EDF), arrivera à Tarvisio dans le nord-est de l'Italie. En plus de leur rôle géopolitique déterminant, ces deux pipelines devraient

libéraliser davantage le marché national pour permettre, à terme, une baisse des prix du gaz plus élevée en moyenne que dans les autres pays européens.

Relancer la production nationale d'hydrocarbures

La dépendance italienne vis-à-vis des importations est non seulement coûteuse pour les finances publiques, mais présente un risque politique évident. L'instabilité de la zone nord-africaine, et tout récemment de l'Europe de l'Est avec l'Ukraine, force les pays européens, Italie en tête, à redéfinir leurs politiques d'approvisionnement. La volatilité des prix des hydrocarbures a un impact négatif sur les entreprises et les consommateurs. L'Italie s'est montrée ambitieuse en décidant de faire baisser son taux de dépendance de 84 à 67 % à l'horizon 2020. Pour y parvenir, elle envisage de doubler sa production grâce aux nouvelles technologies qui permettent de réaliser des forages plus profonds. Elle cherche à mobiliser 15 milliards d'euros, en grande partie provenant d'investisseurs étrangers, et espère ainsi créer à terme 100 000 emplois directs et indirects, tout en diminuant de 14 milliards d'euros par an le montant actuel de sa facture énergétique (62 milliards d'euros en 2012).

La Basilicate, le « Texas italien »

Tous les yeux se sont tournés en particulier vers une région, la Basilicate. Paolo Scaroni, le P-DG de l'Eni, estime qu'elle va devenir « *un pôle pétrolier majeur pendant les trente prochaines années* ». Ce vaste territoire faiblement peuplé, qui forme la plante de la botte italienne, est une des régions du *Mezzogiorno*

La dépendance italienne vis-à-vis des importations présente un risque politique évident

les plus atteintes par le chômage et le manque d'infrastructures, mais elle joue un rôle déterminant au niveau des hydrocarbures, assurant 80 % de la production totale italienne. Selon British Petroleum, la Basilicate disposerait de réserves prouvées supérieures à 1,4 milliard de barils. Le champ *onshore* de la Val d'Agri, le plus grand d'Europe, compte environ 40 puits ; l'Eni, en *joint-venture* avec Shell, en est l'opérateur principal (60,77 %). Sa production actuelle s'élève à 85 000 b/j et

devrait atteindre 104 000 b/j en 2020 en vertu du protocole de 1998 entre la région Basilicate et l'Eni. « L'or noir » a attiré de nombreuses compagnies étrangères. Shell, par exemple, est aussi bien présente sur le champ de la Val d'Agri que sur celui de Tempa Rossa avec Total et le japonais Mitsui. Les

50 000 b/j issus de ces gisements (2016) seront acheminés par pipeline jusqu'à la raffinerie d'Eni dans le port industriel de Tarente (Pouilles). Si tout se passe comme prévu, grâce aux investissements massifs, la production de pétrole italienne pourrait atteindre les 57 millions barils en 2020 contre 38 millions barils en 2011.

Rome veut lever les oppositions locales

En dépit de ces efforts récents de valorisation des ressources nationales, certains facteurs pourraient ralentir considérablement le processus. Les faibles investissements, la sous-estimation du potentiel géologique due en

grande partie à des technologies encore non matures, ont été à l'origine de la stagnation de la production nationale. Cependant, le vrai nœud qui entrave cette opportunité de développement vient de la Basilicate même. La résistance des autorités locales, accompagnée d'une

La Basilicate va devenir « un pôle pétrolier majeur pendant les trente prochaines années »

bureaucratie « byzantine », sont autant d'éléments qui pèsent lourd sur le futur énergétique de l'Italie. Les procédures de délivrance des permis pétroliers sont alambiquées : il faut par exemple trois autorisations distinctes pour pouvoir lancer l'exploration, alors qu'une seule suffit en Norvège ou en Grande-Bretagne. Les réformes constitutionnelles de 2001 ont donné un pouvoir prédominant aux collectivités locales dans le processus de gouvernance énergétique. Depuis, elles sont quasiment autonomes par rapport à l'État et touchent l'essentiel des royalties versées par les compagnies concessionnaires. Sur les dix dernières années, la Basilicate a ainsi encaissé environ 1,3 milliard d'euros.

La protection de l'environnement est la principale raison invoquée pour justifier ces obstructions, même si, dans certains cas, il faut y voir simplement des revendications d'ordre financier. Le précédent gouvernement régional, présidé par Vito De Filippo¹, a d'ailleurs été accusé par la justice de détournement de fonds publics...

Pour atteindre ses objectifs d'ici 2020, l'État italien s'est décidé à simplifier le processus administratif en centralisant sa politique énergétique. Pour cela, il est contraint de modifier l'article 117 de sa Constitution à l'origine du pouvoir législatif des régions en matière d'énergie. Le nouveau Premier ministre, Matteo Renzi, semble plus que jamais déterminé à endiguer

1. NDLR : président de la région depuis 2005, il a démissionné en 2013 à la suite d'une affaire de détournement de fonds. Il est actuellement secrétaire d'État dans le gouvernement Renzi.

La résistance des autorités locales, accompagnée d'une bureaucratie « byzantine », pèsent lourd sur le futur énergétique de l'Italie

300 millions d'euros d'investissements risquent d'être annulés !

L'Italie doit miser sur l'innovation technologique fortement créatrice d'emplois

les rébellions locales. Le bras de fer est loin d'être terminé : cela fait par exemple plus d'un an que le nouveau plan régulateur du port de Tarente doit être approuvé par l'administration locale. Sans cela, les 300 millions d'euros d'investissements destinés à la raffinerie de l'Eni dans le cadre du projet Tempa Rossa risquent tout simplement d'être annulés !

Si l'Italie souhaite pleinement bénéficier de ses ressources en hydrocarbures, elle doit miser sur l'innovation technologique fortement créatrice d'emplois. Une modernisation des infrastructures existantes s'impose, comme pour beaucoup de ses confrères européens. Le secteur énergétique en pleine croissance (\$38 000 milliards d'investissements à l'horizon 2035, selon l'AIE) apparaît comme un levier non négligeable pour relancer la compétitivité. Le développement pétrolier du sud de l'Italie apporterait une multitude d'avantages pour la région et permettrait d'abaisser considérablement les coûts nationaux de l'énergie. Le *Mezzogiorno*, longtemps délaissé, pourrait ainsi devenir un véritable pôle énergétique si l'on

y investit également dans la géothermie, le solaire et la biomasse. Certains relevés géologiques indiquent des réserves consistantes d'hydrocarbures au large de Tarente (Pouilles) et Trapani (côte ouest de la Sicile).

Alors que le potentiel du *Mare nostrum* commence à peine à être découvert, le pays est en passe de devenir un hub stratégique du gaz en Méditerranée. La péninsule italienne peut compter sur un capital énergétique remarquable, à condition que les intérêts locaux n'enrayent pas, une fois de plus, la prospérité nationale. ■